Les Alliés de Trump sauvent l’AfD

écrit par Nicolas Faure | 30 mai 2025

Quand les services secrets deviennent une arme politique, la démocratie vacille. Heureusement, l'Amérique veille.

Ce qui vient de se produire en Allemagne est un avertissement pour l'Occident tout entier. Le gouvernement allemand, appuyé par une caste médiatico-politique verrouillée, a tenté de faire ce qu'aucune démocratie digne de ce nom ne devrait jamais tolérer : faire taire, par la force administrative et les services de renseignement, le principal parti d'opposition du pays.

Le 2 mai dernier, l'Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution (BfV) – bras armé du ministère de l'Intérieur – a classé l'AfD comme « extrémiste de droite avéré ». Une opération politique à peine déguisée. Dans les heures qui ont suivi, les médias mainstream se sont lancés dans une véritable campagne de lynchage, visant un seul objectif :

diaboliser, délégitimer, et à terme, interdire le parti d'opposition préféré de millions d'Allemands.
Mais cette attaque en règle contre la démocratie n'est pas restée sans réponse. Et ce ne sont pas les institutions européennes, de plus en plus silencieuses face à la dérive autoritaire des élites, qui ont levé la voix. Non. **C'est l'Amérique libre qui est intervenue.**

Rubio, Vance, Cotton : la droite américaine dégaine face à Berlin

Dès les premières heures, le secrétaire d'État Marco Rubio a dénoncé sur X (Twitter) une « tyrannie déguisée ». En Allemagne, a-t-il rappelé, on donne désormais aux services de renseignement des pouvoirs pour espionner l'opposition. Pas pour surveiller les terroristes. Pas pour lutter contre des menaces extérieures. Mais pour neutraliser un parti qui dérange l'ordre établi. C'est la définition même d'un État policier.
Le vice-président J.D. Vance a enfoncé le clou dans un message cinglant : « Le Mur de Berlin est en train d'être reconstruit – non par les Russes, mais par l'establishment allemand. »
Mais c'est le sénateur Tom Cotton qui a porté le coup décisif. Le 7 mai, à 18h51 heure de Berlin, il a appelé la directrice du renseignement américain, Tulsi Gabbard, à suspendre toute coopération avec le service de renseignement allemand (BND). « *Ce genre de méthodes, on les attendrait de la Chine ou autre pays non démocratique– certainement pas d'un pays allié comme l'Allemagne.* »
Résultat ? Recul immédiat. Débandade à Berlin.
Moins de 24 heures plus tard, le BfV effaçait discrètement de son site internet la mention « extrémiste avéré » concernant l'AfD. Fini le masque. La manœuvre a échoué. Grâce à une pression directe, claire et sans appel venue de Washington.

Un changement de cap historique

C’est un tournant diplomatique majeur : pour la première fois, les États-Unis – sous l’impulsion d’une nouvelle majorité républicaine résolue – prennent position contre la dérive autoritaire d’un allié européen. L’administration Biden s’était tue. Trump et son équipe, eux, ne regardent pas ailleurs quand la démocratie est menacée – même au cœur de l’Union européenne.
Ce que Berlin avait présenté comme une « protection de la Constitution » est de plus en plus perçu comme ce qu’il est réellement : une opération de sabotage contre une opposition légitime, au Bundestag comme au Parlement européen. Une tentative d’écraser une force politique par le biais des services secrets. **En clair : l’AfD dérange, donc on tente de l’éliminer.**

Un rapport truffé de copiés-collés, ridiculisé par les experts

Cerise sur le gâteau : même la presse mainstream allemande a été contrainte d’admettre que le fameux rapport du BfV ne tenait pas la route. Le Berliner Zeitung a missionné un expert du plagiat, Stefan Weber, pour l’analyser. Son verdict ? « Un simple copier-coller », recyclant des jugements sans lien avec l’AfD.
Dans Focus, le professeur de droit Dietrich Murswiek a souligné l’absence totale de preuves d’une quelconque hostilité du parti envers la Constitution. Quant à l’usage par l’AfD de concepts ethnoculturels du peuple ? Parfaitement légal, parfaitement constitutionnel.
Enfin, le constitutionnaliste Volker Boehme-Neßler a dénoncé une démarche « démocratiquement inacceptable » de la part des services de renseignement.

L’Amérique en défense de la liberté

Ce qui s’est joué ces derniers jours n’est pas un simple

***bras de fer diplomatique. C’est une bataille pour la liberté politique en Europe**. Une opposition populaire, conservatrice, nationale – en bref : dérangeante – était visée par un appareil d’État dévoyé.*
Grâce à l’intervention courageuse des élus républicains américains, ce coup d’État bureaucratique a été stoppé net.
Mais la vigilance reste de mise. Car à Berlin comme ailleurs, l’obsession de l’establishment pour faire taire les voix dissidentes n’a pas disparu.

Nicolas FAURE, le 29/05/2025